

LIGNE NOUVELLE PROVENCE CÔTE D'AZUR COLLÈGE DES ACTEURS

MARSEILLE - 29 SEPTEMBRE 2015

COLLÈGE DES ACTEURS DU 29 SEPTEMBRE 2015

01. DÉCISIONS MINISTÉRIELLES

- + LA PRIORITÉ 1
- + LA PRIORITÉ 2

02. COPIL DU 21 MAI ET SAISINE DE LA CNDP

- + DOSSIER DE SAISINE
- + DÉCISION DE LA CNDP

03. LES ÉTAPES À VENIR

- + LES ÉTUDES
- + L'INFORMATION
- + LA CONCERTATION

04. LA CHARTE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

- + LA GRILLE D'ANALYSE
- + LES ENGAGEMENTS DURABLES

05. LA CONCERTATION

06. LES PROPOSITIONS DU COLLÈGE DES ACTEURS

01.

DÉCISIONS MINISTÉRIELLES SUR LA ZONE DE PASSAGE PRÉFÉRENTIELLE

- + LA PRIORITÉ 1
- + LA PRIORITÉ 2

PRIORITÉ 1

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 7 MAI 2014
DE VALIDATION DE LA ZONE DE PASSAGE PRÉFÉRENTIELLE

+La désaturation du nœud ferroviaire Marseillais

+Le désengorgement de la gare St-Charles comprenant :

- la traversée souterraine de Marseille avec un raccordement nord permettant les échanges des circulations avec la LGV Méditerranée et la ligne Paris-Lyon-Marseille (PLM) historique,
- un raccordement au sud sur la ligne Marseille-Aubagne,
- ainsi qu'une nouvelle gare souterraine à quatre voies à quai au niveau de la gare actuelle

PRIORITÉ 1

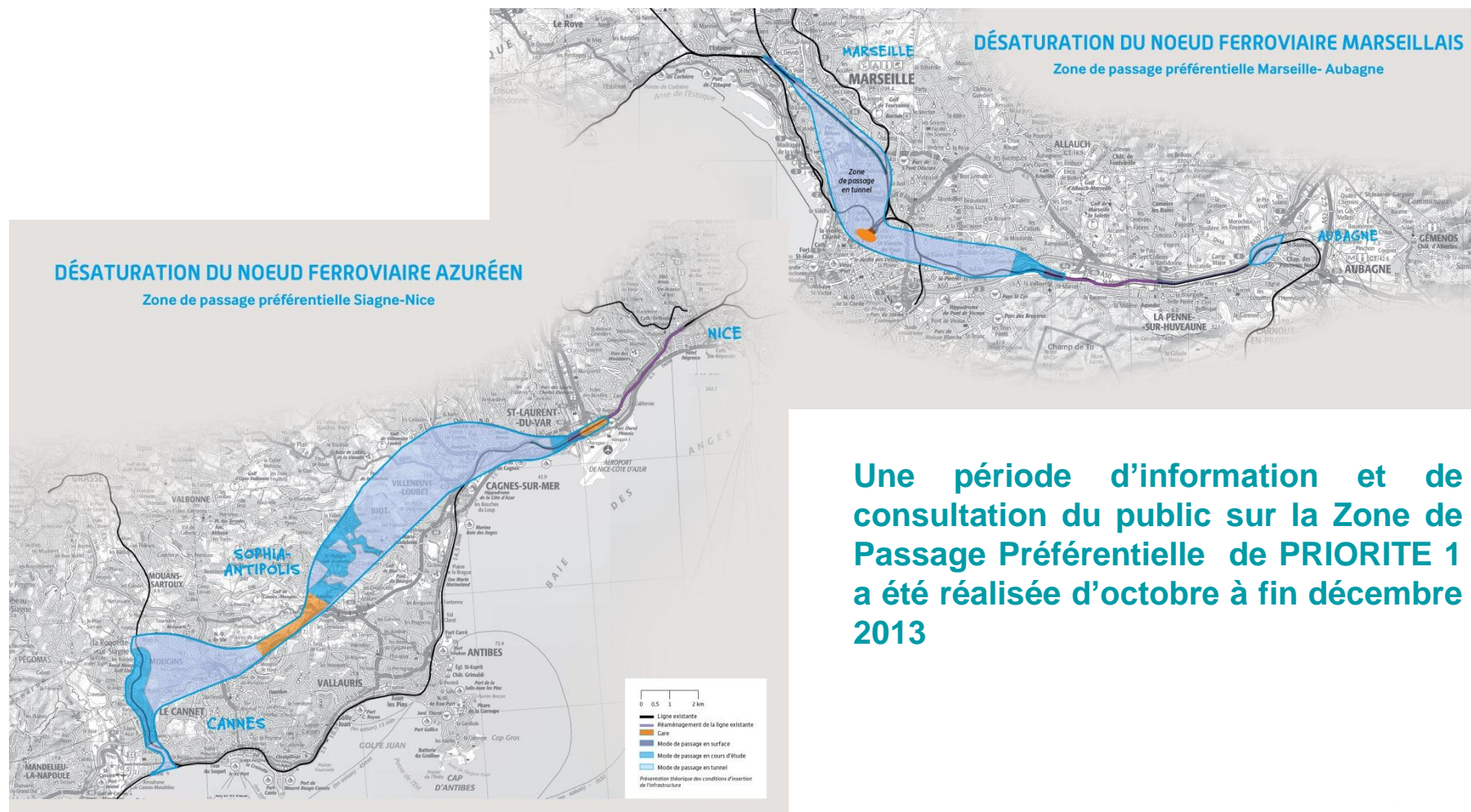
DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 7 MAI 2014
DE VALIDATION DE LA ZONE DE PASSAGE PRÉFÉRENTIELLE

+La désaturation du nœud ferroviaire Azuréen

- Une ligne nouvelle entre l'ouest de Nice et la ligne Cannes-Grasse pour proposer une boucle TER desservant l'ouest du département des Alpes-Maritimes, permettant l'accroissement des dessertes régionales desservant :
 - le pôle de Sophia-Antipolis, à partir d'une gare nouvelle,
 - la métropole Niçoise à partir du pôle d'échange multimodal de Nice aéroportEt permettant aussi l'organisation de missions TER jusqu'à Monaco et Vintimille
- Faciliter la réalisation de la 2^{ème} phase de projet, en vue du raccordement ultérieur de la section de ligne nouvelle à l'ouest depuis le secteur du Muy, avec un objectif de diminuer les temps de parcours sur ce secteur

PRIORITÉ 1 - DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 7 MAI 2014

DE VALIDATION DE LA ZONE DE PASSAGE PRÉFÉRENTIELLE



PRIORITÉ 2

DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 13 AVRIL 2015
DE VALIDATION DE LA ZONE DE PASSAGE PRÉFÉRENTIELLE

+Dans un premier temps, des observatoires du foncier

- Ces observatoires ont pour mission d'assurer une veille et une information en matière d'occupation des sols dans les zones de passage préférentielles .
- Ils identifieront les secteurs qui supportent les tensions foncières les plus importantes et susceptibles d'affecter la réalisation à terme du projet

PRIORITÉ 2

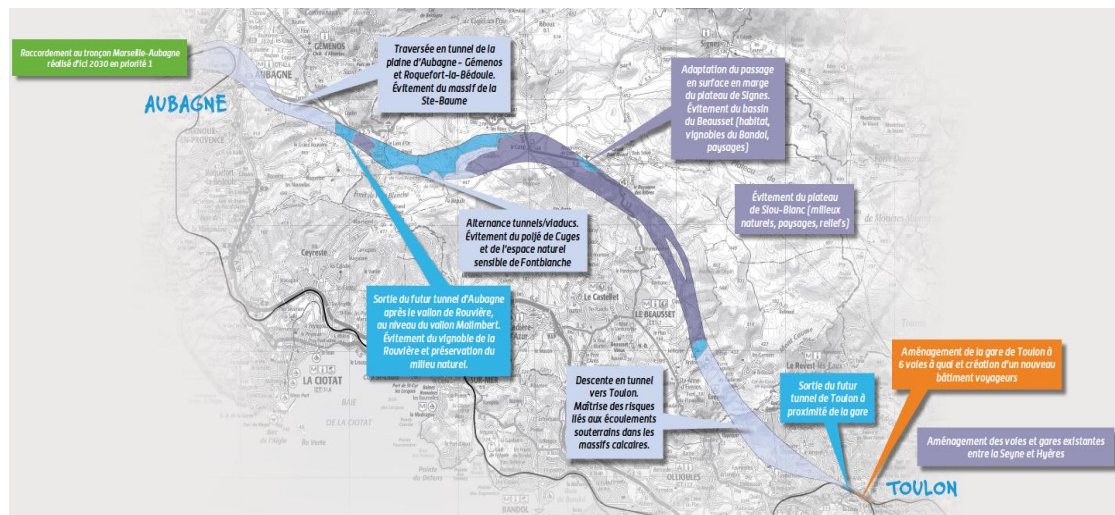
DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 13 AVRIL 2015
DE VALIDATION DE LA ZONE DE PASSAGE PRÉFÉRENTIELLE

+Dans un deuxième temps, des études complémentaires

- Des études complémentaires pourront être engagées sur les secteurs qui auront été identifiés comme les plus sensibles, afin de préciser ponctuellement la ZPP de la nouvelle infrastructure et permettre ainsi de proposer au ministre la mise en place de mesures visant à préserver la faisabilité à terme de la ligne nouvelle, pouvant aller le moment venu jusqu'à une qualification de Projet d'Intérêt Général (PIG) sur les secteurs jugés les plus pertinents.
- Le financement de ces études et de ces mesures sera à rechercher dans le cadre du contrat de plan Régional (CPER)

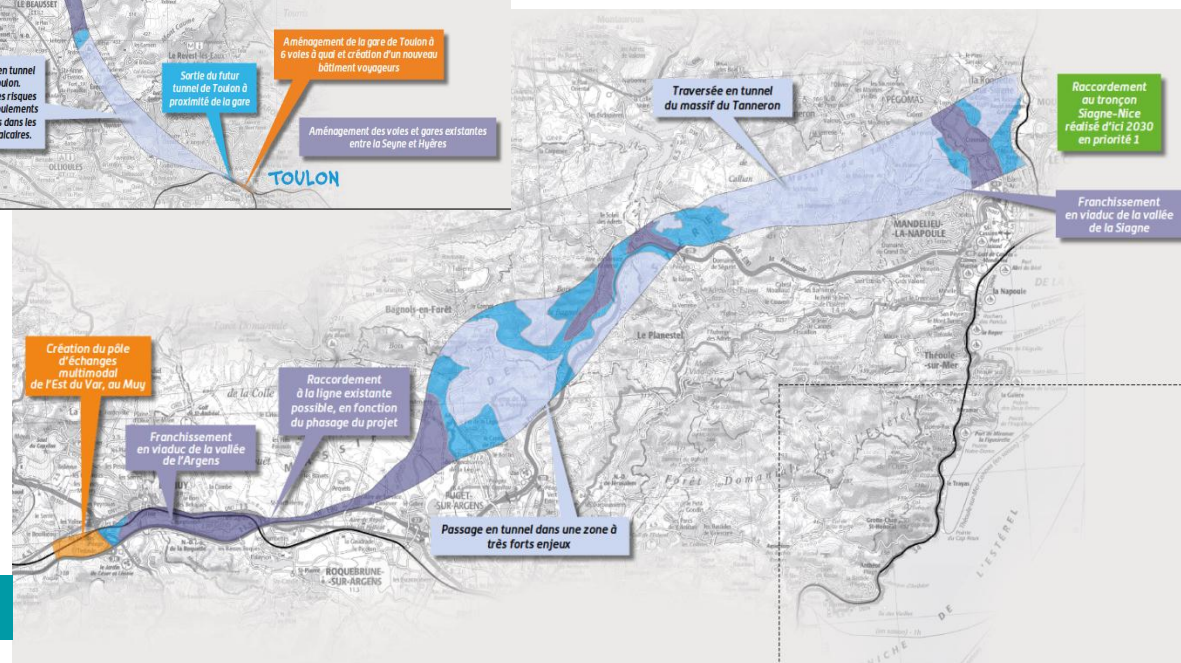
PRIORITÉ 2 - DÉCISION MINISTÉRIELLE DU 13 AVRIL 2015

DE VALIDATION DE LA ZONE DE PASSAGE PRÉFÉRENTIELLE



Section Aubagne - Toulon

Une période d'information et de consultation du public sur la Zone de Passage Préférentielle de PRIORITE 2 a été réalisée d'avril à mi-juin 2014



Section Le Muy - Siagne

02.

COPIL DU 21 MAI ET SAISINE DE LA CNDP

- + COPIL DU 21 MAI 2015
- + SAISINE DE LA CNDP

COPIL DU 21 MAI 2015

UN COPIL QUI ACTE LES DÉCISIONS MINISTÉRIELLES SUR P1 ET P2 ET LA CHARTE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Présentation au COPIL de la synthèse des propositions du Collège des acteurs suivant les 3 axes présentés au COLAC du 8 avril dernier :

- sur quels sujets la concertation devrait-elle porter en priorité ?
- quel calendrier souhaiteriez-vous pour cette concertation ?
- quelles modalités de concertation auraient votre préférence ?

Et demande du COPIL de saisine de la CNDP par le maitre d'ouvrage

- Sur la base des principes de concertation présentés au COPIL,
- Et d'une présentation de ces principes dans le dossier de saisine

SAISINE DE LA CNDP

UNE DÉCISION DE LA CNDP N° 2015/22/LNPCA/11, SÉANCE DU 1^{ER} AVRIL 2015
DEMANDANT UNE SAISINE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le délai de cinq ans après la remise du bilan du débat public et la déclaration d'utilité publique (DUP) étant dépassé, et suite à la demande exprimée par la CNDP dans sa décision du 1er avril 2015 :

- la Mission LNPCA a réalisé un dossier de saisine adressé à la CNDP le 19 août 2015 par le président de SNCF Réseau, Jacques RAPOPORT
- le dossier de saisine de la CNDP a présenté les éléments de construction du projet depuis le débat public de 2005

DOSSIER DE SAISINE DE LA CNDP

UN DOSSIER DE SAISINE PRÉSENTANT LES ÉLÉMENTS DE LA CONSTRUCTION DU PROJET DEPUIS LE DÉBAT PUBLIC DE 2005

- Un dispositif de concertation post débat public sur les fonctionnalités du projet et les différents fuseaux de passage
- Une « concertation recommandée » sur le tronçon Nice-Italie réalisée en 2012
- Une prise en compte des demandes du territoire sur les adaptations de la grande vitesse et la priorité aux trains du quotidien
- Des études d'approfondissements en 2012 et des constats partagés avec les élus sur la nécessité d'amélioration du réseau et de créer une nouvelle infrastructure

DOSSIER DE SAISINE DE LA CNDP

UN DOSSIER DE SAISINE PRÉSENTANT LES ÉLÉMENTS DE LA CONSTRUCTION DU PROJET DEPUIS LE DÉBAT PUBLIC DE 2005

- La décision du gouvernement du 9 juillet 2013 de retenir les propositions de la Commission « Mobilité 21 » d'un projet réalisable par phases
- La période d'information / consultation sur la ZPP de P1 (fin 2013) et sur la ZPP de P2 (début 2014) issue du « pincement » des fuseaux sélectionnés par la concertation de 2011

Et qui présente :

- Une période d'information sur le projet
- Suivie d'une période de concertation sur les pôles d'échanges multimodaux et les tracés

SAISINE DE LA CNDP

UNE DÉCISION DE LA CNDP N° 2015/39/LNPCA/12 DU 2 SEPTEMBRE 2015

Dans sa séance du 2 septembre 2015, la CNDP a décidé :

- qu'il n'y avait pas lieu d'organiser un nouveau débat public
- et a recommandé la poursuite du processus de concertation du projet sous l'égide du garant, Philippe QUEVREMONT

La décision et le communiqué de la décision sont disponibles sur le site de la LNPCA :

<http://www.lignenouvelle-provencecotedazur.fr/actualites/decision-de-la-cndp>

03.

LES ÉTAPES À VENIR

- + LES ÉTUDES
- + L'INFORMATION
- + LA CONCERTATION

LES ÉTUDES

POUR RÉALISER LE DOSSIER D'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE SUR LES VARIANTES RETENUES

Le principe général des études de phase 2 est de définir la variante de tracé des sections de Priorité 1 et de position des gares (Pôle d'Echanges multimodal – PEM) qui seront présentés à l'enquête d'utilité publique en 2017 (dossier d'enquête d'utilité publique 1er trimestre 2017).

Ces études seront réalisées en plusieurs étapes :

- **étape 1** : identification des différentes variantes et sélection des plus pertinentes
- **étape 2** : comparaison des variantes de tracés et choix d'un tracé à optimiser
- **étape 3** : approfondissement de la variante retenue : mise au point du programme définitif, étude d'impact, mise en forme du dossier d'enquête d'utilité publique

LES ÉTAPES À VENIR

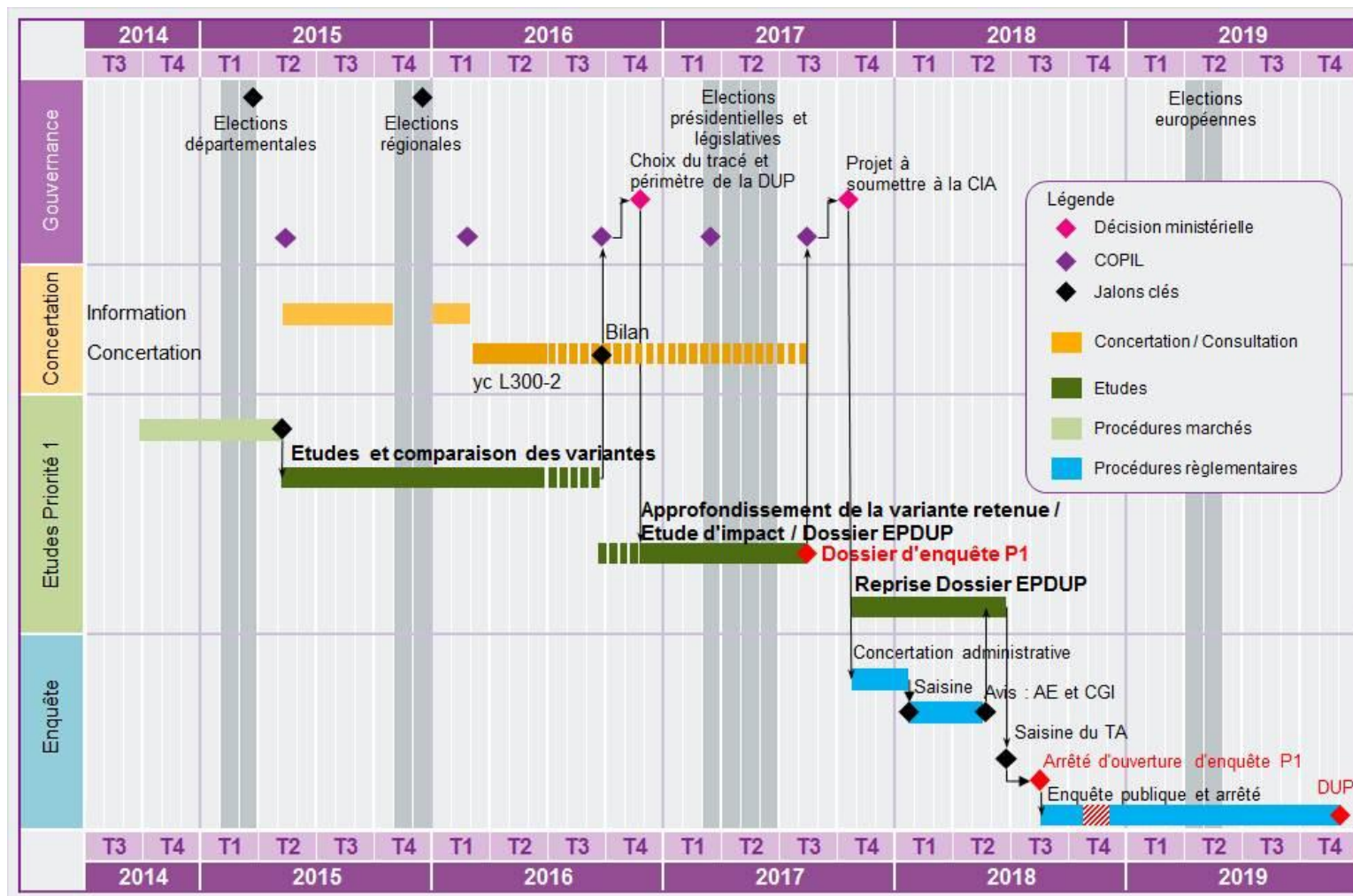
POUR RÉALISER LE DOSSIER D'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE SUR LES VARIANTES RETENUES

Les 3 principales étapes à venir pour la constitution du dossier d'enquête publique sur la priorité 1 du projet sont globalement découpées comme suit :

- 2^{ème} semestre 2015 Information des élus, des collectivités et du milieu associatif sur le projet, les priorités 1 et 2, les décisions du gouvernement et la concertation au 1^{er} semestre 2016
- 1^{er} semestre 2016 Information du public et concertation publique sur les tracés et les PEM de la priorité 1
- 2^{ème} semestre 2016 Décision ministérielle sur le choix de tracé et de PEM et études d'approfondissement pour le dossier d'enquête publique

PLANNING GÉNÉRAL

POUR RÉALISER LE DOSSIER D'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE SUR LES VARIANTES RETENUES



04.

L'INFORMATION

UNE INFORMATION

UNE PÉRIODE DE CONCERTATION SERA PRÉCÉDÉE D'UNE PÉRIODE D'INFORMATION
AU 2^{ÈME} SEMESTRE 2015

La concertation publique du 1^{er} semestre 2016 ne pourra être réalisée dans de bonnes conditions que si les enjeux de cette concertation sont compris et acceptés

- Constatant une incompréhension du territoire sur la situation du projet, le COPIL du 21 mai a retenu le principe d'une période d'information complète et générale sur le projet au 2^{ème} semestre 2015

UNE INFORMATION

UNE PÉRIODE DE CONCERTATION SERA PRÉCÉDÉE D'UNE PÉRIODE D'INFORMATION
AU 2^{ÈME} SEMESTRE 2015

Un besoin de pédagogie sur le projet, d'explication des décisions du gouvernement sur les priorités 1 et 2, et de préparation à la concertation sur les PEM et les tracés de la Priorité 1

- Des rencontres avec les élus, les collectivités et le milieu associatif au 2^{ème} semestre 2015
- Une information du public en janvier et février 2016

DISPOSITIF D'INFORMATION PROPOSÉ

UNE PÉRIODE DE CONCERTATION SERA PRÉCÉDÉE D'UNE PÉRIODE D'INFORMATION
AU 2^{ÈME} SEMESTRE 2015

Une information préalable des élus des 3 départements concernés par le projet (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes) dans le cadre de Commissions Consultatives

- Des commissions consultatives programmées par les préfets de département
- La tenue d'un Comité Territorial par département
- La possibilité d'une (de) réunion(s) d'information avec les principales associations

La possibilité, pour les associations membres du COLAC et les associations agréées pour la protection de l'environnement, de rencontrer en préfecture le garant de la concertation, Philippe QUEVREMONT

05.

LA CONCERTATION

LA CONCERTATION

UNE CONCERTATION SUR LES PÔLES D'ÉCHANGES MULTIMODAUX ET LES TRACÉS DE LA LIGNE NOUVELLE PROVENCE CÔTE D'AZUR

Une concertation au 1^{er} semestre 2016, de 4 mois minimum, sur les pôles d'échanges multimodaux et les tracés des sections de la priorité 1

Un 1^{er} semestre de 2016 articulé comme suit :

1. Janvier à fin février 2016 :

 **une période d'information du public**

2. Fin février 2016 :

 **Un COPIL de validation et de lancement du dispositif de concertation sur les PEM et les tracés**

3. Mars à fin juin 2016 :

 **Concertation publique sur les tracés et les PEM**

PRINCIPES POUR LA CONCERTATION

UNE CONCERTATION SUR LES PÔLES D'ÉCHANGES MULTIMODAUX ET LES TRACÉS DE LA LIGNE NOUVELLE PROVENCE CÔTE D'AZUR

Un dispositif de concertation sur 3 périodes

1^{ère} période : *mois 1*

- Une Commission Consultative par département
- Des réunions de présentations spécifiques sur les propositions de pôles d'échanges et de tracés aux élus de la ZPP P1

2^{ème} période : *mois 2, 3*

- Un COTER de lancement du dispositif par département
- Des ateliers géographiques avec le public des zones concernées
- Des ateliers thématiques,
- Un COTER de prise en compte du tracé préférentiel et de lancement des réunions publiques

3^{ème} période : *mois 4*

- Des réunions publiques de restitution et de choix de la variante retenue sur les pôles d'échanges multimodaux et les tracés de la priorité 1

PROJET LNPCA

UNE CONCERTATION SUR LES PÔLES D'ÉCHANGES MULTIMODAUX ET LES TRACÉS
DE LA LIGNE NOUVELLE PROVENCE CÔTE D'AZUR

INFORMATION ET CONCERTATION

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

06.

CHARTRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

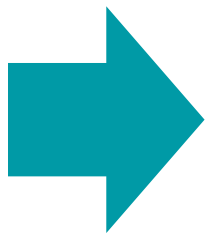
- + LA GRILLE D'ANALYSE
- + LES ENGAGEMENTS DURABLES

LA CHARTE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS STRATÉGIQUES DU PROJET

LA CHARTE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

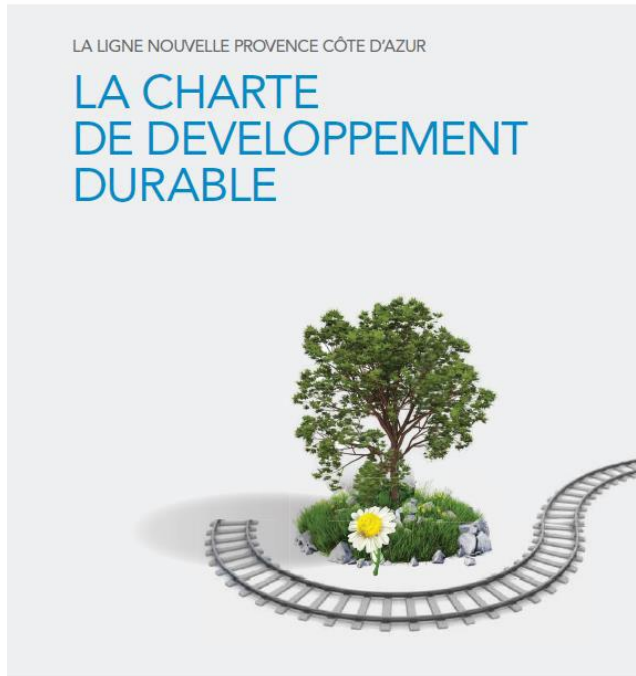
- UNE DÉMARCHE FRUIT D'UNE VOLONTÉ COMMUNE
- L'AMBITION DE CRÉER LES CONDITIONS DE DÉVELOPPEMENT D'UNE MOBILITÉ DURABLE
- LA DÉFINITION DES AXES DE TRAVAIL AUTOUR DESQUELS S'ARTICULE L'ACTION DES ACTEURS DU PROJET
- DES ENGAGEMENTS S'INSCRIVANT DANS LA DURÉE



**UNE DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE :
UNE ÉVOLUTION DU PROJET INITIAL DE LIGNE A
GRANDE VITESSE A UNE LIGNE NOUVELLE AVEC UNE
PRIORITÉ AUX TRAINS DU QUOTIDIEN**

LA CHARTE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS STRATÉGIQUES DU PROJET



**UN OUTIL ÉVOLUTIF ET EFFICACE
AU SERVICE DE LA CHARTE :**

LA GRILLE D'ANALYSE

+Une grille d'analyse pour éclairer les différents choix nécessaires à l'élaboration du projet de Ligne Nouvelle.

LA CHARTE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS STRATÉGIQUES DU PROJET

GOUVERNANCE

Axe 1 : Associer toutes les parties prenantes à l'élaboration du projet

Axe 2 : Mettre en place une politique de développement durable volontariste

Axe 3 : Assurer une transparence sur les actions conduites

OBJECTIFS TRANSPORT

Axe 1 : Développer un système de transport ferroviaire à haut niveau de service dans une perspective européenne

Axe 2 : Améliorer globalement le système ferroviaire régional

Axe 3 : Mieux organiser les déplacements à l'intérieur des aires métropolitaines

LA CHARTE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS STRATÉGIQUES DU PROJET

OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX ET D'AMÉNAGEMENT

Axe 1 : Lutter contre le changement climatique et anticiper les conséquences.

Axe 2 : Préserver la biodiversité

Axe 3 : Préserver le cadre de vie

Axe 4 : Protéger les ressources naturelles

Axe 5 : Favoriser un aménagement durable des territoires

OBJECTIFS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Axe 1 : Renforcer l'attractivité économique des territoires

Axe 2 : Contribuer à une meilleure équité sociale

Axe 3 : Créer le maximum de valeur pour la collectivité

Axe 4 : Rechercher la viabilité économique du projet

LES ENGAGEMENTS DURABLES DE LA CHARTE

- + UNE GOUVERNANCE RESPONSABLE
- + L'INTERMODALITÉ AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
- + PLUS DE SERVICES POUR UN RÉSEAU PLUS PERFORMANT
- + PROTÉGER ET PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT
- + UNE GESTION RESPONSABLE DES MATÉRIAUX
- + PRÉSERVER ET VALORISER LE TERRITOIRE
- + DÉVELOPPER L'ATTRACTIVITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE POUR LE TERRITOIRE
- + FAVORISER L'EMPLOI SUR LE TERRITOIRE

07.

LES PROPOSITIONS DU COLLÈGE DES ACTEURS

MERCI